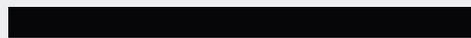


**LISTE NOIRE DES
PLANS DE
LICENCIEMENT
SEPT 23 > NOV 24**



Cette liste constitue une version mise à jour de celle publiée au mois de mai dernier à l'occasion des **États généraux de l'industrie et de l'environnement** organisés par la CGT, puis actualisée en novembre.

Elle comprend désormais **286 plans de suppression d'emplois sur la période septembre 2023 > novembre 2024** (au 26 novembre).

Si les localisations géographiques ne sont pas identifiées pour tous ces plans, ce sont 210 sites à caractère industriel qui sont identifiés.

70 586 emplois menacés ou supprimés, dont 30 870 pour la seule industrie, sont recensés.

Ces chiffres sont à mettre en rapport avec les annonces faites lors de l'édition 2024 de Choose France : **"Les 15 milliards d'euros d'investissements permettront de créer ou maintenir plus de 10 000 emplois"** selon Business France , concernant « 56 projets » .

Concernant l'industrie, si on retranche les 2038 emplois d'intérimaires et sous-traitants identifiés dans le recensement CGT, on arrive au chiffre de 28 832 emplois directs supprimés ou menacés dans l'industrie. Si on applique à ce chiffre le ratio de 4,5 emplois indirects et induits pour 1 emploi industriel (repris par la BPI dans le bilan de son Fonds SPI, sur la base des données INSEE), cela représenterait un volume d'emplois générés de 129 744. La nature des emplois supprimés ou menacés recensés par la CGT n'étant pas connue de manière systématique (et pouvant comprendre une part d'emplois intérimaires notamment), on peut aussi raisonner sur une estimation plus basse de 2 emplois induits, soit 57 664 emplois.

Si on cumule le total des emplois supprimés ou menacés (70 586) et le potentiel d'emplois indirects et induits dans l'industrie (57 664 hypothèse basse, 129 744 hypothèse haute), on arrive donc à l'évaluation globale **d'un impact négatif compris entre 128 250 et 200 330 emplois depuis septembre 2023.**

Ce recensement documenté aboutit à une **estimation minimale**. D'abord, cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité. D'autre part, sauf exception, ces derniers chiffres ne tiennent pas compte des emplois induits pour les secteurs hors industrie : par exemple, dans le cas de la Société générale, le syndicat CGT de l'entreprise évalue l'impact négatif à 3000 emplois chez les prestataires en plus des 1050 du PSE (impact inclus dans notre

recensement). Par ailleurs, ce recensement ne comprend pas d'évaluation chiffrée concernant des plans de suppressions d'emplois qui sont annoncés mais dont le volume reste inconnu (cas d'Airbus en particulier) ou des situations de redressement judiciaire qui paraissent périlleuses (AMAPA).

Enfin, cette compilation ne permet pas de mesurer les conséquences globales des effets combinés des politiques d'austérité et des destructions d'emplois dans le secteur privé. Quelques exemples permettent d'en avoir une idée. La CGT Spectacle estime que plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont potentiellement menacés dans la culture, le spectacle et l'audiovisuel public du fait des coupes budgétaires déjà annoncées et de celles prévisibles tant du côté de l'État que des collectivités locales, à l'image des récentes annonces de la Région Pays de Loire. France Chimie évaluait en octobre à 15 000 les possibles destructions d'emplois directs dans les 3 ans dans son secteur, un bilan qui serait démultiplié par les suppressions d'emplois induits. Enfin, *L'Yonne républicaine* a fait récemment état de 8 000 emplois menacés en Bourgogne-Franche-Comté dans l'économie sociale et solidaire sous l'effet des coupes budgétaires.

Il est donc permis de penser que ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois supplémentaires menacés qui peuvent être ajoutés à ceux recensés par la CGT. Notre recensement documenté est donc cohérent avec les évaluations qui ont pu circuler récemment, notamment celle du cabinet Altares portant sur 300 000 emplois menacés du fait de la vague de défaillances d'entreprises.

Cette estimation de l'impact des plans annoncés ou mis en œuvre sur la seule période septembre 2023/novembre 2024 nous permet de contester fortement le triomphalisme gouvernemental de ces dernières années quant à l'efficacité de la politique dite de l'offre au service des intérêts du capital, notamment en matière de reconquête industrielle et de développement du territoire.

Ces éléments sont aussi à considérer sur le temps long, en lien avec le bilan mis en avant par le gouvernement sur les créations d'emplois industriels. Concernant l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière, on constate une très légère hausse de 6% entre le troisième trimestre 2017 et le troisième trimestre 2024 (pour environ 147 900 emplois en 7 ans). **Mais avec 3,2 millions d'emplois dans le secteur industriel, nous restons très loin des 5,5 millions des années 1970 !**

Notre recensement illustre notamment la casse industrielle en cours dans la filière automobile, particulièrement chez les équipementiers. Plus globalement, la **métallurgie** est fortement impactée avec près de **13 000 emplois directs supprimés ou menacés**. **Les industries chimiques** (plus de 7 000 emplois directs supprimés) et celles du papier sont également tout particulièrement impactées par ce processus de casse.

Le **commerce** (près de 10 000 emplois directs supprimés) et le secteur **des banques et assurances** (plus de 6 000 emplois supprimés ou menacés) sont également durement frappés par la vague de licenciements.

Parmi les tendances observées sur la période la plus récente, la CGT relève une nette augmentation du nombre de plans de suppression de postes dans le secteur public et le domaine du sanitaire et social (plus de 8 000 emplois supprimés). Cette situation découle en particulier des choix austéritaires du gouvernement avec une traduction directe sur les services de l'Etat et un effet en cascade sur les collectivités territoriales et le secteur associatif par l'effet des coupes budgétaires qui leur sont imposées.

Une tendance globale à l'accélération du rythme de mise en œuvre de plans de suppressions d'emplois se dégage, avec plus de 120 plans concentrés sur la période juillet-novembre 2024, dont 99 sur la seule période septembre/novembre.

Concernant les évolutions de plusieurs dossiers figurant dans nos recensements de mai et septembre, on observe plusieurs situations où les menaces sur l'emploi se sont concrétisées sur l'hypothèse haute du volume d'emplois menacés : c'est le cas pour le plan de suppression d'emploi chez Casino qui porte finalement sur plus de 3300 emplois pour une fourchette basse initiale de 1300 emplois (septembre 2024) et pour le distributeur de prospectus Milee dont le placement en liquidation judiciaire en septembre marque la dernière étape d'un processus qui aura conduit au total à 10 000 suppressions d'emplois.

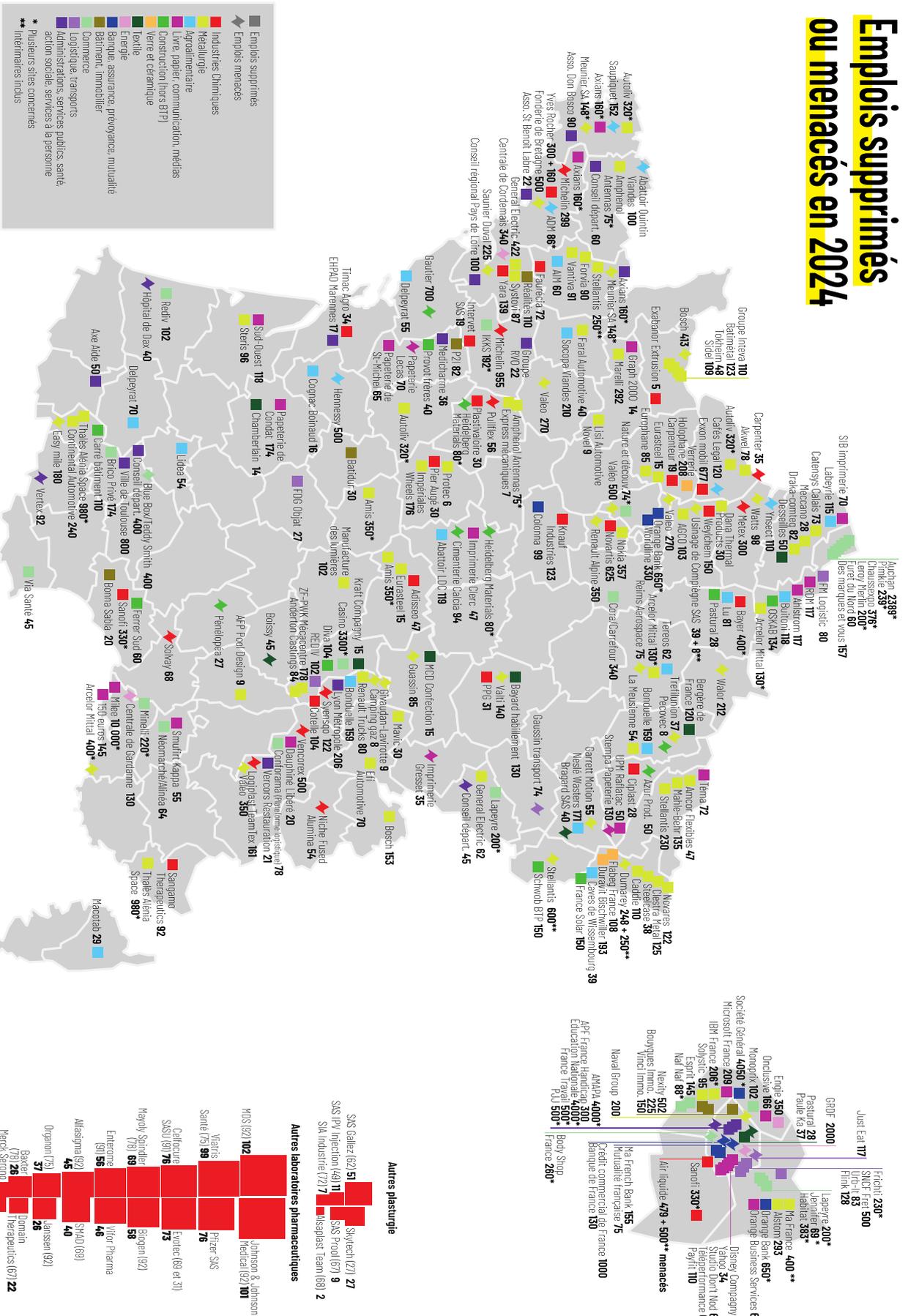
Quelques situations ont évolué positivement depuis le premier recensement publié en mai par la CGT. C'est le cas à Ascométal, chez Niche Fused Alumina (avec cela dit plusieurs dizaines de suppressions d'emplois) et Metex, suites à des reprises. C'est aussi le cas chez Morassuti et Duralex avec la création de SCOP, phénomène également observé avec deux reprises en SCOP dans la Meuse (métallurgie et textile) qui permettent d'éviter la liquidation des entreprises. Chez Hennessy (producteur de cognac), la lutte résolue des salariés vient de contribuer à mettre en échec un projet de la direction de délocalisation partielle de la production vers la Chine. C'est enfin le cas tout récemment concernant la Centrale de Gardanne puisque la ministre de l'Industrie vient de réitérer ce 26 novembre 2024 les engagements gouvernementaux, étape importante pour la préservation de l'outil industriel ; la question de la préservation des emplois restant à consolider.

Dans tous les cas, la mobilisation des travailleuses et travailleurs, avec leurs organisations syndicales, a été un facteur indispensable pour empêcher la destruction de sites industriels. C'est en ce sens que, dans de nombreuses entreprises, les militantes et militants de la CGT se battent au quotidien pour défendre les emplois et les outils industriels, à l'image des batailles en cours chez Michelin, Vencorex, Arcelor, Valéo, aux Fonderies de Bretagne, chez Thalès (avec une

intersyndicale européenne), pour ne prendre que quelques exemples.

Ci-dessous la carte modélisée par la CGT, vous pouvez aussi la retrouver en format numérique et interactif via ce lien : <https://contact.cgt.fr/emploi/>

Emplois supprimés ou menacés en 2024



Mai 2024

Industries chimiques

Laboratoires pharmaceutiques

Le tract du 24 avril 2024 de la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT évoque le fait que « D'ici à fin 2026, les laboratoires pharmaceutiques s'apprêtent à supprimer plus de 1600 postes en France ». « Cette hécatombe de postes en CDI est d'autant plus alarmante lorsqu'on considère le rapport du LEEM de 2023 (le syndicat des patrons des laboratoires pharmaceutiques), qui souligne que pour chaque emploi direct dans l'industrie pharmaceutique, trois emplois sont créés dans l'économie. Ainsi, la suppression prévue de plus de 1600 postes se traduirait par la disparition de plus de 6 400 emplois.

Il est indécent de voir des suppressions d'emplois au moment où le gouvernement fait l'éloge de l'innovation santé 2030 dans le cadre de France Relance, entraînant la mobilisation de 1,7 milliard d'euros d'argent public pour alimenter une industrie du médicament qui reste bien privée. »

Recensement indicatif avec date de clôture du PSE :

- **Mayoly Spindler** : PSE de 69 personnes dans les **Yvelines** (12.23)
- **Viatrix Santé SAS** : PSE de 117 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (décembre 2026)
- **Organon France SAS** : PSE de 54 personnes à **Paris** (juillet 2026)
- **Janssen** : PSE de 38 personnes dans l'**Eure** (juin 2026)
- **Intervet SAS** : PSE de 19 personnes dans le **Maine-et-Loire** (juin 2026)
- **Merck Serono SAS** : PSE de 25 personnes dans le **Val-de-Marne** (mars 2027)
- **Sangamo Therapeutics France SAS** : PSE de 92 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (décembre 2024)
- **MSD France** : PSE de 118 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (juillet 2026)
- **Johnson & Johnson Medical SAS** : PSE de 101 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (juin 2025)
- **Baxter SAS** : PSE de 26 personnes dans les **Yvelines** (octobre 2025)
- **Pfizer SAS** : PSE de 100 personnes à **Paris**
- **Biogen Management Services GmbH** : PSE de 60 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (mars 2027)
- **Domain Therapeutics** : PSE de 22 personnes dans le **Bas-Rhin** (avril 25)
- **Vifor Pharma** : PSE de 46 personnes dans les **Hauts-de-Seine** (juin 2025)
- **Sanofi** : PSE de 330 personnes concernant des sites du **Val-de-Marne** et de **l'Hérault** (annonce 04.24) ; « Une vision purement capitaliste de la santé, d'autant qu'en 2022 l'entreprise française a enregistré un bénéfice de 10 milliards d'euros. « Chaque année, Sanofi bénéficie autour de 100 millions d'euros grâce au crédit d'impôt recherche. On ne peut pas continuer à verser de l'argent public à une entreprise qui à la fois réduit nos capacités de production, entraîne une pénurie de médicaments et licencie ses travailleurs », assène Pascal Savoldelli, sénateur PCF du Val-de-Marne. (...) Le parlementaire entend, en ce sens, adresser une question écrite à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances. « Je vais lui demander un récapitulatif de toutes les subventions dont a bénéficié Sanofi depuis 2008. J'ai peur qu'on arrive à un chiffre

entre 2 à 3 milliards d'euros d'aides publiques ».1 ; Sanofi, c'est 5 milliards versés aux actionnaires en 2023 (dont 4,4 milliards de dividendes versés et 600 millions de rachat d'actions).

- **Guerbet SA** : PSE de 37 personnes en **Seine-St-Denis** (mars 2025)
- **Novartis** : PSE sur 625 emplois en **Essonne** (clôture du PSE janvier 2026)
- **Intervet SAS** : PSE sur 32 emplois dans le **Maine-et-Loire** (clôture du PSE mai 2028)
- **Cellforcure SASU** : PSE sur 76 emplois en **Essonne** (clôture du PSE décembre 2028)
- **Metabolic Explorer** : PSE sur 39 emplois dans le **Puy-de-Dôme** (clôture PSE 08.25)
- **Abbott** : PSE sur 16 emplois en **Essonne** (clôture PSE 06.28)
- **Enterome** : PSE sur 56 emplois en **Essonne** (clôture PSE 02.28)
- **Yposekis** : PSE sur 74 emplois en **Essonne** (clôture PSE 12.26)
- **Alfasigma** : PSE sur 45 emplois dans les **Hauts-de-Seine** (clôture PSE 07.26)
- **Evotec** (biotechnologies) : plan de suppression de 73 postes dans le **Rhône** et en **Haute-Garonne** (08.24)
- **Boiron** : PSE sur 145 emplois avec plusieurs fermetures de sites (annonce 11.24)

Autres activités

- **Knauf Industries** (emballages plastiques) : fermeture du site dans le **Loiret** et PSE sur 123 emplois (09.23)
- **Yara** (fertilisants chimiques) : PSE sur 170 emplois en **Loire-Atlantique** (11.23)
- **Warin** (plasturgie ; **Rhône**) : PSE sur 9 emplois (12.23)
- **Air Liquide** : PSE sur 479 personnes à VitalAir (5.12.23) ; au moins 1000 emplois supplémentaires menacés selon les syndicats dans les autres entités de la filiale PharmaDom, dont Orkyn (annonces direction 07.23) ; « *Le chiffre d'affaires d'Air Liquide à son plus haut, dopé par la flambée des prix de l'énergie. Air Liquide, spécialiste de l'hydrogène et des gaz industriels, a réalisé en 2022 un bénéfice net en hausse de 7,3% à 2,75 milliards d'euros, dopé par « une efficacité opérationnelle très forte » et la flambée des prix de l'énergie qui a été répercutée à ses clients.* » »³. Air Liquide a versé 1,7 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,6 milliards de dividendes versés et 100 millions sous forme de rachat d'actions).
- **Yves Rocher** : PSE sur 300 emplois en **Bretagne** (01.24) ; 160 emplois supplémentaires menacés
- **Timac agro** (engrais chimiques) : PSE sur 34 salariés (01.24) en **Charente-Maritime**
- **Skytech** (plasturgie ; **Eure**) : PSE sur 27 emplois (01.24)
- **Synoxis** (plasturgie ; **Loire-Atlantique**) : PSE sur 3 emplois (01.24)
- **SARL Alsaplast Team** (plasturgie ; **Haut-Rhin**) : 2 licenciements (01.24)
- **SAS Proople** (plasturgie ; **Maine-et-Loire**) : PSE sur 9 emplois (01.24)
- **Adisseo Commentry** (compléments alimentaires) : plan de suppression de 47 emplois dans l'**Allier** ; annonce direction 22.1.24

¹<https://www.humanite.fr/social-et-economie/cgt/sanofi-300-postes-supprimees-au-service-oncologie> 18 avril 2024

²<https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-un-nouveau-record-pour-les-actionnaires-du-cac-40>

³<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/le-chiffre-d-affaires-d-air-liquide-a-son-plus-haut-dope-par-la-flambee-des-prix-de-l-energie-952091.html> 16 février 2023

- **Syensqo** (production vanilline) : plan suppression de 54 emplois dans le **Rhône** ; annonce direction 26.1.24 ; annonce supplémentaire de 122 suppressions de postes en France (11.24)
- **SAS Gallez** (plasturgie ; **Pas-de-Calais**) : PSE sur 51 emplois (02.24)
- **Ciplast** (plasturgie ; **Meurthe-et-Moselle**) : PSE sur 28 emplois (02.24)
- **Sia Industrie** (plasturgie ; **Sarthe**) : PSE sur 7 emplois (03.24)
- **SAS IPV Injection** (plasturgie ; **Bas-Rhin**) : PSE sur 11 emplois (03.24)
- **Pier Augé** (cosmétiques) : liquidation judiciaire de l'entreprise située à Châteauroux (**Indre**) ; 30 licenciements (03.24)
- **SARL Reprise concept** (plasturgie ; **Corrèze**) : 3 licenciements (04.24)
- **Société des plastiques** (plasturgie ; **Seine-Maritime**) : PSE sur 11 emplois (04.24)
- **Exxon Mobil** (pétrochimie) : 677 emplois supprimés par réduction activités plateforme pétrochimique Port-Jérôme-sur-Seine (**Seine-Maritime**) ; annonce direction (12.4.24)
- **Niche Fused Alumina** laminés ; **Savoie**) : redressement judiciaire 04.24 ; 54 emplois supprimés sur 173 dans le cadre de la reprise par Alteo (10.24) ; la lutte syndicale a permis de sauver 119 emplois
- **Cotelle/groupe Colgate** (produits ménagers dont production d'eau de Javel) : fermeture du site dans le **Rhône** pour une délocalisation en Belgique et PSE sur 104 emplois (04.24) ; **l'entreprise rapporte 2 millions d'euros par an et le groupe Colgate, à qui elle appartient, lui, enregistre en moyenne un bénéfice de 3 milliards d'euros par an⁴.**
- **Givaudan-Lavirotte/Isaltis** : restructuration en cours avec 9 licenciements dans le **Rhône** (05.24)
- **Exbanor Extrusion** (plasturgie ; **Calvados**) : 5 licenciements (05.24)
- **Biason** (plasturgie ; **Pyrénées-Atlantiques**) : 22 licenciements (07.24)
- **Carpenter** (plasturgie ; **Eure**) : 35 emplois menacés (06.24)
- **Pullflex** (équipements auto en mousse ; **Indre-et-Loire**) : 56 emplois menacés (06.24)
- **Forvia/Faurecia** (équipementier auto, plasturgie) : PSE sur 72 emplois en **Ille-et-Vilaine** (07.24) ; PSE sur 110 emplois dans l'**Oise** (11.24)
- **Vencorex** (**Isère**) : le tribunal de commerce de Lyon a placé l'entreprise en redressement judiciaire le 10 septembre ; 480 emplois directs menacés et 5000 emplois induits selon la FNIC CGT (09.24)
- **Solvay** (**Gard**) : annonce direction de cessation d'activité en avril 2025 ; 68 emplois appelés à être supprimés (09.24)
- **Novares** (plasturgie ; **Bas-Rhin**) : CSE le 25.09.24 annonçant la fermeture du site d'Ostwald ; PSE sur 122 emplois
- **SMAD** (**Rhône**) : 40 emplois supprimés (10.24)
- **WeylChem Lamotte** (**Oise**) : plan de suppression de 129 emplois (10.24)
- **Bayer** : plan de restructuration annoncé par la direction pour la filiale française, 400 emplois supprimés, notamment dans l'**Aisne** et le **Rhône** (10.24)
- **Logiplast TeamTex** (sièges auto pour enfants ; **Isère**) : liquidation judiciaire et fermeture du site ; 161 emplois supprimés (10.24)
- **AFP Pool Design** (plasturgie ; **Ardèche**) : PSE sur 7 emplois (10.24)

⁴<https://www.cgt.fr/actualites/auvergne-rhone-alpes/industrie/mobilisation/lusine-cotelle-rapporte-2-millions-deuros-par-mais-colgate-veut-la-fermer>

- **Michelin** : annonce de la fermeture des sites de Cholet (**Maine-et-Loire**) et Vannes (**Morbihan**) : 1254 emplois supprimés (11.24) ; le groupe a versé 1,4 milliards d'euros à ses actionnaires en 2024 et a bénéficié d'aides publiques massives⁵.
- **Plastivaloire** (équipements plastiques pour automobiles ; **Indre-et-Loire**) : PSE sur 31 emplois (11.24)
- **PPG (peinture)** : fermeture du site de Genlis (**Côte d'Or**) ; 31 suppressions de postes (annonce direction 11.24)

Métallurgie

Filière automobile

- **Akwel** (équipementier auto) : PSE sur 78 emplois en **Seine-Maritime** (09.23)
- **Tokheim Grentheville (Calvados)** : équipementier ; fermeture de l'usine ; PSE sur 48 emplois (09.23)
- **Bosch** (pièces auto) : annonce de la fermeture du site de Marignier en **Haute-Savoie** ; 153 emplois impactés (05.24) ; annonce supplémentaire de fermeture en 2026 du site Bosch de Mondeville (**Calvados**) ; ; 413 emplois concernés (08.24)
- **Marelli** (corps pour moteurs thermiques) : PSE sur 292 emplois dans l'**Orne** (10.23) ; délocalisation en Slovaquie
- **Autoliv** (équipementier auto) : plan de suppression de 320 postes dans le **Finistère**, en **Seine-Maritime** et dans la **Vienne** ; annonce direction 10.23
- **ZF-PWK Mécacentre** (équipementier auto) : liquidation et fermeture de l'usine dans la **Loire** ; PSE sur 178 emplois (11.23)
- **Valéo** (équipementier auto) : plan de suppression d'emplois dans le **Val-de-Marne**, les **Yvelines** et le **Val-d'Oise** ; 412 emplois (annonce direction 01.24) ; nouveau plan de restructuration menaçant 1120 emplois en **Isère**, **Sarthe**, **Yvelines** ; usine de L'Isle-D'Abeau : 350 salariés ; usine de la Suze-sur-Sarthe : 270 salariés ; site R et D de la verrière : 500 salariés (07.24)
- **Catensys Calais** (équipementier auto) : PSE ; 73 emplois supprimés dans le **Pas-de-Calais** ; annonce direction 17.1.24
- **Mahle-Behr** (équipementier auto) : plan de suppression annoncé sur 135 emplois en **Moselle** ; annonce direction 02.24
- **Continental Automotive France** (équipementier auto) : plan de 240 suppressions de postes en **Haute-Garonne** ; annonce direction 02.24
- **Stellantis** : Stellantis Mulhouse (**Haut-Rhin**) = suppression de l'équipe de nuit, 600 emplois d'intérimaires supprimés, annonce direction 24.1.24 ; Stellantis Metz (**Moselle**) = 230 emplois menacés de suppression (03.24) ; Stellantis La Janais (**Ille-et-Vilaine**) = 250 emplois d'intérimaires supprimés (10.24) ; Stellantis a versé 5,7 milliards à ses actionnaires en 2023⁶, dont 4,2 milliards de dividendes versés et 1,5 milliards de rachat d'actions).

⁵<https://www.cgt.fr/actualites/france/economie/175-milliards-deuros-daides-aux-entreprises-et-pourtant-180-plans-de-licenciements>

⁶<https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-un-nouveau-record-pour-les-actionnaires-du-cac-40>

- **Forvia** (équipementier auto) : nombreux autres emplois sur la sellette suite annonce direction suppression de 10 000 emplois en Europe (02.24)
- **Faral Automotive** (reconditionnement auto) : 40 emplois supprimés en **Mayenne** ; cessation d'activité 04.24
- **Impériales Wheels** (équipementier auto) : 176 emplois supprimés dans l'**Indre** ; liquidation judiciaire 06.24
- **MA France Aulnay-sous-Bois** : 400 emplois supprimés dont 120 intérimaires, en **Seine-St-Denis** ; liquidation judiciaire 05.24
- **Usinage de Compiègne SAS** (sous-traitant auto) : 39 emplois en CDI et 8 intérimaires supprimés dans l'**Oise** ; cessation d'activité 07.24
- **Groupe Inteva (Calvados)** : PSE sur 110 emplois sur 210 à Esson (07.24)
- **Fonderie de Bretagne (Morbihan)** : 500 emplois menacés CSE extraordinaire (07.24)
- **Dana Thermal Products (Oise)** : rupture conventionnelle collective sur 30 emplois (07.24)
- **Renault Alpine (Essonne)** : 350 emplois menacés (08.24)
- **Walor (Ardennes)** : 212 emplois menacés (23.9.24)
- **Dumarey Powerglide (Bas-Rhin)** : usine menacée de fermeture, première vague de 248 licenciements (10.24) après la suppression de 250 emplois d'intérimaires (09.24).
- **Efi Automotive (Ain)** : restructuration et PSE portant sur 70 emplois (09.24)
- **Gaussin** (véhicules logistiques ; **Haute-Saône**) : redressement judiciaire ; 85 emplois menacés (09.24)
- **Renault Trucks** : 80 emplois menacés sur le site de St-Priest (**Rhône** ; 10.24)
- **GMD** (équipementier) : le groupe GMD, en grande difficulté, fait l'objet d'une négociation en vue d'un rachat par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin, qui envisage de délocaliser une partie des activités industrielles (10.24)
- **Anderton Castings** (équipementier ; **Loire**) : liquidation et fermeture du site ; 84 emplois supprimés (10.24)
- **Amis** (équipementier) : placement en redressement judiciaire ; 350 emplois menacés dans l'**Allier** et la **Creuse** (10.24)
- **Garrett Motion** (équipementier ; **Vosges**) : 55 emplois menacés (10.24)
- **Meunier SA** (sous-traitant automobile) : redressement judiciaire, 148 emplois menacés dans le **Finistère** et en **Ille-et-Vilaine** (11.24)
- **Lisi Automotive Novel (Orne** ; équipementier) : 9 postes supprimés (11.24)

Autres filières

- **General Electric** : PSE sur 62 emplois dans la filiale éolienne dans le **Doubs** (09.23) ; plan de suppression de 360 emplois dans la filière éolienne en **Loire-Atlantique** (annonce direction 09.24)
- **Clestra Metal** : PSE sur 125 salariés dans le **Bas-Rhin** ; liquidation 4.10.23
- **Steelcase** (mobilier de bureau) : PSE sur 38 emplois en **Moselle** et dans le **Bas-Rhin** (10.23)
- **Meccano** (jouets) : fermeture du site de Calais (**Pas-de-Calais**) ; 28 licenciements ; machines envoyées en Hongrie (10.23)

- **Sidel** (emballage pour boissons) : PSE sur 109 emplois dans le **Calvados** ; fermeture usine 11.23
- **Amphenol Antennas** (antennes pour téléphonie mobile) : PSE sur 75 salariés touchant les deux sites des **Côtes-d'Armor** et d'**Indre-et-Loire** ; annonce direction 12.23
- **Alstom** : plan de suppression d'emplois au siège en **Seine-St-Denis** ; 293 personnes ; annonce presse 13.2.24 ; Alstom a versé 42 millions d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 42 millions d'euros sous forme de dividendes).
- **Draka-Comteq** (fabrication câbles électriques) : PSE sur 82 emplois (11.23) ; fermeture usine dans le **Pas-de-Calais** (02.24)
- **Valdunes** : si la lutte a permis de sauver l'outil industriel, un PSE a conduit à la suppression de 121 emplois ; site dans le **Nord** (03.24)
- **Vantiva** (construction box et décodeurs Internet) : PSE sur 91 postes, site en **Ille-et-Vilaine** (03.24)
- **Thalès Alenia Space** (aérospatial) : plan de suppression de 980 emplois en **Haute-Garonne** et dans les **Alpes-Maritimes** ; annonce direction 03.24 (sous couvert notamment possibilité redéploiement dans le groupe) ; Thalès a versé 1,1 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 600 millions de dividendes versés et 500 millions de rachat d'actions).
- **Nokia** : PSE sur 357 emplois en **Essonne** ; annonce direction 03.24
- **IBM France** : PSE sur 206 emplois ; annonce direction 03.24 ; cette annonce permet de considérer avec un certain recul celle d'IBM de « *recrutement de 50 chercheurs et ingénieurs d'ici l'année prochaine* » faite lors de Choose France 2024...
- **Systovi** (panneaux solaires) : cessation d'activité (04.24) ; 87 suppressions d'emplois en **Loire-Atlantique**
- **Valti (tubes en acier)** : site menacé de fermeture à brève échéance ; 140 emplois menacés en **Côte-d'Or** (05.24)
- **Eurasteel (Allier)** : rupture conventionnelle collective sur 15 emplois (06.24)
- **Manufacture des Lumières** (luminaires) : 102 emplois supprimés (**Puy-de-Dôme**) ; liquidation 06.24
- **Caddie** (fabrication de chariots de supermarché) : cessation d'activités, 110 emplois supprimés dans le **Bas-Rhin** (07.24)
- **La Meusienne d'Ancerville (Meuse)** : un projet de reprise en SCOP porté par les salariés a été validé en juillet, ce qui a permis de sauver l'entreprise et 36 emplois ; 54 licenciements (07.24)
- **Solystic** (équipements de tri de courrier) : PSE sur 95 emplois avec fermeture du siège dans les **Hauts-de-Seine** et licenciements dans l'usine située dans la **Drôme** (07.24)
- **Camping Gaz ADG (Rhône)** : PSE sur 8 emplois (08.24)
- **Steris** (matériel médical ; **Gironde**) : PSE sur 96 emplois (09.24)
- **Trefilunion** (tréfilage ; **Meuse**) : 37 emplois menacés (09.24)
- **Saunier Duval** (fabricant de pompes à chaleur ; **Loire-Atlantique**) : PSE engagé, 225 emplois menacés (09.24)
- **Arcelor Mittal Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône)** : PSE portant sur 10% des effectifs de l'usine (2500 personnes et 1500 sous-traitants actuellement), annonce faite par la direction (23.9.24)
- **AGCO** (matériel agricole) : annonce de suppression de 103 emplois dans l'**Oise** (10.24)
- **Europane** (luminaires ; **Eure**) : PSE sur 85 emplois (10.24)

- **Reims Aerospace** (sous-traitant aéronautique) : placement en redressement judiciaire ; 75 emplois menacés dans la **Marne** (10.24)
- **Watts** (robinetterie ; **Somme**) : projet de fermeture du site, 98 emplois menacés (annonce direction 10.24)
- **Airbus** : annonce d'un plan de réduction d'effectifs dans la division Défense et Espace, conséquences en France encore inconnues (10.24)
- **Mavic** (fabricant de roues de vélo ; **Ain**) : PSE sur 33 emplois dans le cadre de la fermeture du site de St Trivier-sur-Moignans (11.24)
- **ArcelorMittal Centre de Services** : plan de fermeture de deux sites dans la **Marne** et le **Nord** avec 130 suppressions d'emploi (annonce direction 11.24)
- **Gima** (mécanique agricole ; **Oise**) : PSE sur 30 emplois (11.24)
- **Protec** (**Indre**) : 6 licenciements économiques (11.24)
- **Express Mécaniques** (**Indre**) : 7 licenciements économiques (11.24)
- **Naval Group** (construction navale) : menace de PSE sur deux sites franciliens à **Paris** et dans les **Hauts-de-Seine** ; potentiellement 200 emplois menacés (11.24)

Agroalimentaire

- **Caves de Wissembourg** : PSE sur 39 salariés dans le **Bas-Rhin** (09.23)
- **Tereos** : PSE sur 62 emplois ; fermeture d'un site dans la **Marne** (10.23)
- **Socopa Viandes** (abattoir) : fermeture d'un site en **Mayenne** ; 210 emplois supprimés (10.23)
- **Buitoni** : PSE sur 118 emplois ; fermeture de l'usine de Caudry, dans le **Nord** (12.23)
- **Macotab** (tabac) : fermeture de la dernière usine de production (**Corse**) de cigarettes en France ; 29 licenciements (12.23)
- **Nestlé Waters** : 171 suppressions de postes dans les **Vosges** sur le site de Vittel (départs volontaires et pré-retraites) ; PSE 11.23
- **LU (groupe Mondelez)** : fermeture de l'usine de Château-Thierry (**Aisne**) prévue en 12.25 ; 61 licenciements + impact sur environ 20 intérimaires et 20 salariés de sous-traitants, soit 100 emplois au total ; annonce 02.24
- **Labeyrie** : suppression de 115 emplois (fermeture usine de Boulogne dans le **Pas-de-Calais** et PSE sur 38 salariés en 02.24 ; rupture conventionnelle collective pour 77 salariés du groupe en 03.24)
- **Abattoirs Delpyrat** : fermeture de deux usines en **Vendée** et dans le **Gers** ; 125 emplois supprimés (04.24)
- **ADM** (nutrition animale) : PSE sur 86 emplois dans le **Morbihan** (PSE 06.24)
- **AIM** (découpe de viande) : liquidation judiciaire ; 60 emplois supprimés en **Ille-et-Vilaine** (07.24)
- **Abattoir Quintin Viandes** (**Côtes d'Armor**) : 100 emplois menacés (07.24)
- **Saupiquet** (**Finistère**) : 152 emplois supprimés dans le cadre de la fermeture de l'usine de Quimper, suite à une délocalisation (09.24)
- **Bonduelle** : PSE sur 159 emplois avec la fermeture du site de St-Mihiel (**Meuse**) ; 42 emplois supprimés au siège dans le **Rhône** (09.24)

- **Ynsect** (nutrition animale et humaine ; **Somme**) : plan de sauvegarde judiciaire, 110 emplois menacés (09.24)
- **Lidea** (semencier ; **Tarn-et-Garonne**) : fermeture du site de Caussade ; 54 emplois supprimés (10.24)
- **Maison de Cognac Boinaud** (**Charente**) : PSE sur 16 emplois (10.24)
- **Abattoir LDC de Blancafort** (**Cher**) : PSE sur 119 emplois et fermeture du site (10.24)
- **Hennessy** (production de cognac ; **Charente**) : projet de délocalisation en Chine menaçant 500 emplois directs (11.24)
- **Euralis/Rougié** (**Dordogne**) : fermeture du site de production de foie gras de Sarlat ; PSE sur 73 emplois (11.24)
- **Royal Canin** (nutrition animale ; **Gard**) : PSE menaçant 100 emplois (11.24)

Energie

- **Engie** : plan de départ volontaire sur 350 emplois dans les **Hauts-de-Seine** (juin à décembre 2023)
- **Centrale de Gardanne** (**Bouches-du-Rhône**) : CSE extraordinaire ; 130 emplois menacés ; engagement signé pour pérenniser le site, mais le gouvernement Attal a refusé de le mettre en œuvre (07.24) ; la ministre de l'Industrie a réitéré en novembre 2024 les engagements gouvernementaux, étape importante pour la préservation de l'outil industriel ; la question de la préservation des emplois reste à consolider
- **Centrale de Cordemais** (**Loire-Atlantique**) : annonce direction projet de fermeture en 2027 ; 340 emplois directs et 120 emplois de prestataires menacés (09.24)
- **GRDF** : plan d'économies de la direction menaçant selon la CGT au moins 2000 emplois (10.24)

Construction (hors BTP)

- **Cimenterie Calcia/Heidelberg Materials** : fermeture des sites de Beffes (**Cher**) et Villiers-au-Bouin (**Indre-et-Loire**) programmées en 2025 ; annonce direction 04.24 ; 174 emplois menacés
- **Provot Frères (scierie)** : passage en redressement judiciaire, 40 emplois menacés dans les **Deux-Sèvres** (05.24)
- **Diva** (fabricant de canapés) : 104 emplois supprimés dans la **Loire** ; liquidation judiciaire en 07.24
- **France Solar** (installation panneaux photovoltaïques ; **Bas-Rhin**) : 150 emplois supprimés (07.24)
- **Gautier** (meubles ; **Vendée**) : 700 emplois menacés (redressement judiciaire ; 07.24)
- **Pecovec** (emballages en bois ; **Meuse**) : 8 emplois menacés (09.24)
- **Azur Production** (menuiserie industrielle ; **Meurthe-et-Moselle**) : 50 emplois menacés (09.24)
- **Pastural** (menuiserie ; **Marne**) : PSE sur 28 emplois (10.24)

- **Pénélopéa** (installation panneaux photovoltaïques ; **Lozère**) : 27 emplois menacés (11.24)
- **Batimétal** (menuiserie métallique ; **Calvados**) : liquidation judiciaire ; 123 suppressions d'emploi (11.24)

Livre, papier, communication, médias

- **Microsoft France** : plan de départ volontaire portant sur 209 emplois ; annonce direction 08.23
- **Yahoo France** : PSE sur 34 emplois (08.23)
- **Onclusive** (analyse médias et communication) : PSE sur 166 emplois dans les **Hauts-de-Seine** pour remplacement par IA (01.24) ; « *Un rapport confidentiel du cabinet comptable Livingstone Expert CSE, commandé par les représentants du personnel et que « Les Echos » ont pu consulter, évoque une « extraction de la valeur générée » par l'entreprise française vers d'autres entités du fonds d'investissement américain Symphony Technology Group (STG) (...) le cabinet d'expert-comptable montre qu'en 2022, RIF a « perdu » 12,2 millions d'euros de son bilan, facturés par d'autres entités du groupe dans le Delaware (Etats-Unis), au Royaume-Uni et à Jersey. Des facturations contestées par les syndicats, et qui représentent 20 % du chiffre d'affaires 2022 de RIF (61,137 millions d'euros). Pour Livingstone, ces transactions ont pour effet d'amoindrir la rentabilité apparente de l'entreprise, qui passe ainsi de 13,3 à 1,1 million d'euros de résultat d'exploitation. »⁷*
- **UPM Raflatac** (adhésifs) : PSE sur 50 postes (11.23) ; site en **Meurthe-et-Moselle**
- **Papèteries de Condat** : PSE sur 174 salariés en **Dordogne** (10.10.23)
- **Graph 2000** (imprimerie) : 14 suppressions d'emplois dans l'**Orne** ; annonce direction 10.23
- **Dauphiné Libéré** : plan de départs volontaires sur 20 postes en **Isère** (11.23)
- **Imprimerie Clerc** : fermeture du site dans le **Cher** ; 47 emplois supprimés ; liquidation 11.23
- **Smufirt Kappa** (papier recyclé) : fermeture usine Le Pontet (**Vaucluse**) ; PSE sur 55 salariés (02.24)
- **Worldline** (paiement) : rupture conventionnelle collective visant à réduire les effectifs de 8%, soit 330 postes (02.24)
- **Sud-Ouest** : PSE sur 118 postes en **Gironde** (03.24)
- **Payfit** (gestion ressources humaines et paie) : PSE sur 110 salariés ; annonce direction 03.24
- **Orange Business Services** : plan de départ volontaires sur 643 postes en vue de délocaliser (validation ministère 04.24) ; Orange a versé 1,9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,9 milliards d'euros sous forme de dividendes).
- **Ahlstrom Bousbecque** (papèterie) : fermeture du site dans le **Nord** ; cessation d'activité ; 117 postes menacés sauf si repreneur (loi Florange) d'ici fin août (23.4.24)

⁷<https://www.lesechos.fr/tech-medias/intelligence-artificielle/onclusive-le-plan-de-remplacement-de-personnels-par-lia-conteste-2046452> 15 janvier 2024

- **Disney France** (cinéma) : plan de 30 licenciements dans le cadre d'un plan mondial de réduction des effectifs (05.24) ; « *l'entreprise, qui est également dans le viseur de Bercy pour de nouveaux soupçons de fraude fiscale* »⁸.
- **Imprimerie Gresset** (**Jura**) : 35 emplois menacés (06.24)
- **RDM Blendecques** (cartonnerie) : fermeture du site situé dans le **Nord** ; 117 emplois supprimés (07.24)
- **Stempa Papeterie de Stenay** (**Meuse**) : 130 emplois menacés (09.24)
- **Papeterie Lecas** (**Charente**) : annonce de fermeture faite par la direction en vue d'une délocalisation ; 70 emplois menacés (09.24)
- **Milee** (distribution prospectus) : 10 000 emplois supprimés ; liquidation (09.24)
- **Papeterie de Saint-Michel** (**Charente**) : liquidation judiciaire ; 65 emplois supprimés (09.24)
- **Easy Mile** (solutions digitales pour transport autonome ; **Haute-Garonne**) : redressement judiciaire ; 180 emplois menacés (09.24)
- **150 euros** (média numérique ; **Bouches-du-Rhône**) : liquidation judiciaire ; 145 emplois supprimés (10.24)
- **Groupe Téma** (presse ; **Moselle**) : liquidation judiciaire ; 72 licenciements (11.24)
- **Studio Don't Nod** (jeu vidéo ; **Paris**) : PSE sur 69 emplois (11.24)
- **Téléperformance** (démarchage téléphonique) : plan de départs volontaires sur 600 emplois (11.24)
- **Axians (informatique)** : 160 suppressions de postes en **Ille-et-Vilaine**, dans le **Finistère** et le **Morbihan** (11.24)
- **Imprimerie SIB** (**Pas-de-Calais**) : PSE sur 70 emplois, notamment suite aux inondations de 2023 (11.24)

Verre et céramique

- **Verrerie Holophane** (travaille pour la filière auto) : PSE sur 208 emplois ; fermeture de l'usine dans l'**Eure** (11.23)
- **Duravit Bischwiller** (céramique sanitaire et mobilier salle de bains) : arrêt de la production de céramique sanitaire (dernière en France) ; site dans le **Bas-Rhin** ; 193 licenciements ; annonce direction 12.23 ; délocalisation vers Chine, Egypte et Allemagne
- **Flabeg France** (miroiterie pour la filière auto) : liquidation judiciaire du site dans le **Bas-Rhin** (04.24) ; 108 emplois supprimés

Textile

- **Desseilles** (dentelle) : reprise après liquidation de l'entreprise située à Calais (**Pas-de-Calais**) ; PSE sur 50 salariés (01.24)

⁸https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/05/03/disney-france-dans-la-tourmente-climat-social-tendu-soupcons-d-evasion-fiscale_6231251_4355770.html 3 mai 2024

- **Paule Ka** (vêtements de luxe) : 37 emplois menacés à **Paris** ; redressement judiciaire 04.24
- **Bragard SAS** (vêtements professionnels) : au moins 40 emplois impactés dans les **Vosges** ; redressement judiciaire 04.24
- **MCD Confection** : entreprise de **Saône-et-Loire** placée en redressement judiciaire (05.24) ; reprise de 10 emplois sur 25 (07.24)
- **Chamberlain** (chaussures ; **Dordogne**) : liquidation judiciaire ; 14 emplois supprimés (07.24)
- **Kraft Company** (confection ; **Loire**) : liquidation judiciaire ; 15 emplois supprimés (08.24)
- **Boissy** (chaussures ; **Haute-Loire**) : liquidation judiciaire ; 45 emplois menacés (09.24)
- **Bergère de France** (**Meuse**) : après avoir frôlé la liquidation judiciaire, l'entreprise a été reprise en SCOP par une partie des salariés ; 120 emplois ont été détruits (10.24)
- **Le Coq sportif** : redressement judiciaire ; 330 emplois menacés (11.24)

Banques, assurances, prévoyance/mutualité

- **Colonna** (prévoyance) : PSE sur 99 emplois dans le **Loiret** (12.23)
- **Mutualité française** : PSE sur 75 postes (11.23)
- **Orange Bank** : PSE sur 650 salariés dans l'**Oise** et en **Seine-St-Denis** (01.24) ; Orange a versé 1,9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,9 milliards d'euros sous forme de dividendes).
- **Société générale** : 1050 suppressions d'emplois annoncées à la DIRECCTE ; impact sur 3000 emplois supplémentaires (prestataires extérieurs notamment) selon la CGT Société générale ; annonce direction 5.2.24 ; la Société générale a versé 1,8 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,4 milliards de dividendes versés et 400 millions de rachat d'actions).
- **Ma French Bank/Banque postale** (banque digitale) : cessation d'activité ; PSE sur 155 suppressions de postes (9.4.24)
- **Crédit commercial de France** : annonce de la direction d'un grand plan de fermetures d'agences et suppressions de postes menaçant au moins 1000 emplois (11.24)

Bâtiment / immobilier

- **Batidur** (construction immobilière) : 30 salariés licenciés en **Haute-Vienne** ; liquidation judiciaire 12.23
- Plan annoncé chez **Vinci Immobilier** en 01.24 ; 150 emplois supprimés (07.24). Vinci a versé 2,7 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 2,2 milliards de dividendes versés et 500 millions de rachat d'actions).
- **Bonna Sabla (BTP)** : fermeture du site de Vendargues (**Hérault**) ; 20 emplois supprimés ; annonce direction 03.34
- **Bouygues Immobilier** : PSE sur 225 salariés (04.24) ; Bouygues a versé 700 millions d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 670 millions de dividendes versés et 30 millions de rachat d'actions)

- **P2I** (promoteur immobilier) : passage en redressement judiciaire ; 82 emplois menacés dans les **Deux-Sèvres** (05.24)
- **Réalités** (promoteur immobilier ; **Loire-Atlantique**) : plan de suppression de 100 emplois (10.24)
- **Nexity** (promoteur immobilier) : plan de 500 suppressions d'emplois dont 300 licenciements (10.24)

Commerce

- **Naf Naf** : 621 emplois menacés ; redressement judiciaire 09.23 ; reprise 06.24 ; 88 licenciements
- **Jennyfer** (commerce habillement succursaliste) : PSE 69 licenciements (octobre 2023)
- **Habitat** : 383 licenciements ; liquidation 12.23
- **Minelli** (commerce chaussure succursaliste) : PSE 220 licenciements (janvier 2024)
- **Pimkie** (commerce habillement succursaliste) : PSE 239 licenciements (janvier 2024)
- **Rediv** (seconde main) : liquidation judiciaire ; fermeture du site d'Hastingues (**Landes**) ; PSE sur 102 salariés (01.24)
- **Plateforme logistique Conforama** : fermeture du site de St-Georges d'Espéranche (**Isère**) ; 78 emplois supprimés ; annonce direction 10.1.24
- **Brico Privé** (vente en ligne) : PSE sur 174 licenciements en **Haute-Garonne** ; annonce direction 02.24
- **Néomarché/Alinéa** : PSE sur 64 emplois dans le **Vaucluse** (02.24)
- **Chaussexpo** : liquidation judiciaire ; reprise partielle ; 376 licenciements ; jugement tribunal commerce 13.3.24
- **Monoprix** : PSE de 102 personnes au siège social dans les **Hauts-de-Seine** (CSE du 24 avril 2024)
- **IKKS** (commerce Habillement succursaliste) : PSE 192 licenciements (avril 2024)
- **CASS** (commerce de détail non alimentaire) : PSE en cours de négociation (accord de méthode signé le 9 avril ; fin des négociations PSE en mai 2024) : 85 licenciements (avril 2024)
- **Casino** : 3300 emplois supprimés au terme du processus de restructuration du groupe (09.24) notamment dans la **Loire** ; en juillet 2023, Bruno Le Maire « a rappelé que l'Etat avait accordé au distributeur un report de charges sociales et fiscales, d'un montant total d'environ 300 millions d'euros, dues pour la période allant de mai à septembre 2023. « Cette aide devra être remboursée par les repreneurs à l'Etat »⁹.
- **Leroy Merlin** : suppression des 200 postes de comptables des magasins du groupe ; annonce direction 04.24
- **Body Shop France** : 260 emplois menacés ; redressement judiciaire (04.24)
- **Nature et Découvertes** : plan de suppression de 74 emplois (annonce direction 05.24)
- **Viasanté** (magasins d'optique ; **Pyrénées Orientales**) : 45 emplois menacés (06.24)
- **Lapeyre** : PSE sur 200 emplois, notamment dans l'**Eure**, le **Pas-de-Calais** et le **Doubs** (07.24)

⁹ https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/07/11/reprise-de-casino-l-etat-sera-vigilant-sur-l-emploi-et-sur-le-maintien-du-siege-a-saint-etienne-jugeant-les-offres-solides-affirme-bruno-le-maire_6181538_3234.html

- **Des marques et vous** (commerce habillement) : passage en liquidation judiciaire ; 143 emplois préservés sur 300 dans le cadre de la reprise (09.24)
- **Furet du Nord** (librairies ; **Nord**) : PSE sur 60 emplois (09.24)
- **Esprit** (prêt à porter ; **Hauts-de-Seine**) : liquidation judiciaire ; 145 emplois supprimés (09.24)
- **Cora/Carrefour** : plan de suppression de 340 emplois au siège en **Seine-et-Marne** (10.24)
- **Bayard** (prêt à porter ; **Côte d'Or**) : liquidation judiciaire ; 130 emplois supprimés (10.24)
- **Standard SAS** (marques Teddy Smith et Blue Box, **Haute-Garonne**) : redressement judiciaire ; 400 emplois menacés (10.24)
- **Auchan** : plan de suppression de 2389 emplois avec des fermetures de sites notamment dans le **Cantal, le Puy-de-Dôme, la Moselle, la Meuse, le Nord, le Rhône et en Essonne** (11.24) ; la famille Mulliez, 8e fortune de France, a bénéficié de 500 millions d'euros de CICE (crédit impôt compétitivité emploi) en 2020 et a versé 1 milliard de dividendes en 2022-2023 à ses actionnaires¹⁰.
- **Oskab** (cuisiniste ; **Nord**) : liquidation judiciaire ; 130 suppressions d'emplois (11.24)

Logistique / transports

- **Frichti** (livraison à domicile) : 230 emplois détruits dans le cadre de la reprise par La Belle Vie, notamment dans le **Nord, en Gironde, dans le Rhône, dans les Bouches-du-Rhône, l'Isère et en Haute-Garonne** (09.23)
- **Just Eat** (livraison à domicile) : projet de PSE sur 117 emplois en CDI (annonce direction 01.24) ; PSE annulé par la justice (11.24), la direction réaffirmant sa volonté de « restructurer », ce qui maintient la menace sur les emplois
- **Urb-It** (livraison à vélo) : redressement judiciaire 01.24 ; 83 emplois menacés
- **FDG Objat** (logistique) : fermeture d'un site en **Corrèze** programmée pour 06.24 ; 27 emplois menacés (CSE 02.24)
- **Flink** (livraison à domicile) : 128 postes supprimés à **Paris** ; liquidation 04.24
- **SNCF** (fret) : plan de suppression de 500 emplois confirmé (11.24)

Administrations, services publics, santé, action sociale, services à la personne

- **Groupe RVO** (EHPAD) : PSE sur 22 emplois dans le **Maine-et-Loire** (12.23)
- **EHPAD public du Havre** (**Seine-Maritime**) : plan de suppression de 103 postes (02.24)

¹⁰ <https://www.cgt.fr/actualites/france/economie/175-milliards-deuros-daides-aux-entreprises-et-pourtant-180-plans-de-licenciements>

- **Vercors Restauration** (restauration collective pour collectivités publiques) : société publique locale en **Isère** ; annonce de fermeture 03.24 ; 21 licenciements
- **Medicharme Jardins d'Aiffres** (EHPAD) : fermeture du site (**Deux-Sèvres**) ; 36 licenciements (04.24)
- **Banque de France** : projet engagé de suppression de 130 emplois par l'externalisation de la mission régaliennne d'entretien et de mise en circulation des billets ; fermeture programmée de 9 sites dans la **Marne, en Moselle, en Seine-Maritime, dans les Deux-Sèvres, en Haute-Vienne, en Haute-Savoie, en Isère, dans les Alpes-Maritimes et dans l'Hérault** (05.24)
- **Métropole de Lyon** : 206 contrats non reconduits (06.24)
- **AMAPA (aide aux personnes âgées)** : placée en redressement judiciaire en juillet 2024, l'AMAPA (groupe AVEC) est dans une situation très inquiétante qui pourrait conduire à des suppressions d'emplois dans cette importante structure de plus de 4000 salariés.
- **Protection Judiciaire de la Jeunesse** : 500 postes supprimés (08.24)
- **Soleam** (société publique d'aménagement ; **Bouches-du-Rhône**) : plan de suppression de 32 emplois (08.24)
- **Hôpital de Dax** (**Landes**) : 40 emplois menacés (09.24)
- **Vertex** (**Ariège**) : 92 emplois menacés (18.9.24)
- **Conseil départemental du Doubs** : 45 postes menacés (10.24)
- **Conseil départemental des Côtes d'Armor** : 60 postes supprimés (10.24)
- **France Travail** : suppression de 500 postes dans le budget 2025 (10.24)
- **Education nationale** : 4000 suppressions de postes dans le budget 2025 (10.24)
- **Finances publiques** : 550 suppressions de postes dans le budget 2025 (10.24)
- **APF France handicap** : plan de 300 licenciements (annonce direction 10.24)
- **Association Saint-Benoît-Labre** (protection des mineurs ; **Loire-Atlantique**) : 50 emplois supprimés (10.24)
- **Axe Aide** (service à la personne ; **Hautes-Pyrénées**) : liquidation judiciaire ; 50 licenciements (11.24)
- **Conseil départemental de Haute-Garonne** : plan de suppression de postes en raison des coupes budgétaires imposées par l'Etat ; au moins 400 postes supprimés (11.24)
- **EHPAD de Marennes** (**Charente-Maritime**) : 17 suppressions d'emplois (11.24)
- **Ville de Toulouse** (**Haute-Garonne**) : plan de suppression de 800 emplois par non-renouvellement de CDD (11.24)
- **Suez Eau de France** (délégation de service public) : plan de suppression de 210 emplois (11.24)

Divers

- **Girondins de Bordeaux** (**Gironde**) : plan de licenciement sur 97 emplois (10.24)
- **Hopps** (holding ; **Bouches-du Rhône**) : liquidation judiciaire ; 100 suppressions d'emplois (10.24)